

KULTUR-TIPPS

**Georg Kreisler (1922-2011)**

(lc) - Es ist zugebenermaßen eher selten in dieser Spalte einen kurzen Nachruf zu veröffentlichen, doch die traurige Nachricht vom Tode des österreichischen Kabarettisten Georg Kreisler erzwingt diese Maßnahme sozusagen. Es scheint, als stürben die guten Geister der Kulturgeschichte quasi wöchentlich weg wie die Fliegen. Erst Degenhardt und nun Kreisler - gerade jetzt wo ihr Scharfsinn nötiger wäre denn je. Georg Kreisler wurde 1922 in Wien geboren, einer Stadt mit der er ein Leben lang Auseinandersetzungen führte, die er liebte und hasste, wie er es in seiner Ballade „Wie schön wäre Wien ohne Wiener“ einst besang. 1938 floh er vor der Judenverfolgung in die USA und lernte sein Handwerk als Musiker und Texter in Hollywood, unter anderem bei Charlie Chaplin. 1955 kehrte er nach Wien zurück und betätigte sich dort vor allem als Kabarettist in diversen Bars, später wurde er auch in Funk und Fernsehen bekannt. Doch in den 1960er Jahren zensurierten ihn die meisten Medien wegen seiner zunehmend politischen Texte. Kreisler verließ Wien erneut und nach einigen Jahren im Berliner Exil, ließ er sich schließlich in der Schweiz nieder. 2010 erhielt er den Hölderlin-Preis für sein Lebenswerk und war bis vor kurzem noch auf Lesereise mit seinem 2009 erschienenem Buch „Letzte Lieder“.

Um einen Einblick in Georg Kreislers Schaffen zu erhalten, empfehlen wir unter anderem das Doppel-Album „Everblacks“ erschienen bei Preiser.

**Revolutionäre Frauen**

(cw) - In Berlin findet man sie, in London und auch in Amsterdam. Seltener sind sie bisher in Luxemburg anzutreffen. Die Rede ist von Stencils oder dem Pochoir - eine Technik, bei der mit Hilfe von Schablonen, durch die Farbe gesprüht wird, Graffiti an Hauswänden angebracht werden. Gleich eine ganze Sammlung dieser Graffiti enthält der neue Bildband „Revolutionäre Frauen“. Rund dreißig Aktivistinnen,

Anarchistinnen, Feministinnen, Freiheitskämpferinnen und Visionärinnen werden in dem Band in Bild und in kurzer schriftlicher Form portraitiert: Darunter bekannte und weniger bekannte Figuren wie die französische Anarchistin Louise Michel, eine engagierte Gegnerin des Bonapartismus, die algerische Freiheitskämpferin Djamilia Bouhired oder die amerikanische Frauenrechtlerin Marie Diana Equi, eine der wenigen Ärztinnen, die Anfang des 20. Jahrhunderts im amerikanischen Portland Abtreibungen durchführte. Auch wenn die Textbeschreibungen eher allgemeiner Natur sind, stellt der Band doch eine interessante Zusammenstellung dar. Initiiert wurden die „Revolutionären Frauen“ von dem „Queen of the Neighbourhood Collective“, einem Kollektiv aus Schriftstellerinnen, Redakteurinnen und Grafikdesignerinnen aus dem fernen Neuseeland.

„Revolutionäre Frauen“, Queen of the Neighbourhood Collective. Biografien und Stencils. Aus dem Englischen übersetzt von Sebastian Kalicha. 128 Seiten. 30 Abb.

**Mehr Liebe**

(lc) - Der Titel des Geschichtenbandes des norddeutschen Autors Frank Schulz klingt erst einmal sehr schnulzig. Aber schon das Anfangszitat: „Die meisten Menschen brauchen mehr Liebe, als sie verdienen“ der Dichterin Marie-Luise von Ebner-Eschenbach setzt das Darauf folgende wieder ins richtige Licht: Es handelt sich mitnichten um romantische Kurzgeschichten, sondern um eine Sammlung von Miniaturen die alle im Themenfeld der Liebe, der Lust, des Schmerzes und des Verlusts spielen. Von der Sehnsucht nach der unmöglichen Liebe, die sich im Zeitraum einer Sekunde einstellt, über den Verlust des eigenen Körpergefühls, bis hin zur knallharten Vergewaltigungsszene - Frank Schulz' Erzählungen decken das gesamte Spektrum ab. Schulz, den Harry Rowohl einmal als seinen Lieblingsautor bezeichnet hat, bringt es fertig uns all das menschlich näher zu bringen indem er uns zum Lachen, Grinsen, Heulen und Mitfiebern bringt. Eigentlich ein ideales (Vor-)Weihnachtsgeschenk.

„Mehr Liebe - Heikle Geschichten“, Frank Schulz. Erschienen bei rororo, 292 Seiten.

KULTUR

POLITIQUE CULTURELLE

Pratiquable

Luc Caregari

Cette semaine, le ministère de la culture a présenté son « guide pratique » pour artistes. Un document qui réunit enfin toutes les informations nécessaires pour bien vivre en tant qu'artiste, mais qui en dit long aussi sur la conception politique de la culture.

Pour Octavie Modert, tout est pour le meilleur dans le meilleur des mondes possibles. Même si la ministre de la culture admet que le Luxembourg a bien sûr un retard y compris dans la matière de la vie - ou mieux dit : viabilité - artistique, pour elle « nous disposons d'une scène culturelle fulminante, qui n'a pas à se cacher à l'international et que d'autres pays nous envient ». S'il est vrai que la concentration d'artistes est particulièrement haute au Luxembourg, il faut tout de même mettre un bémol : en art, ce n'est pas la quantité, mais la qualité qui a le dessus. Et les artistes luxembourgeois qui ont percé à l'international se comptent toujours sur les doigts d'une voire de deux mains.

C'est que l'idée de créer un environnement propice à la création au grand-duché est relativement récente. C'est à partir du milieu des années 2000 que le ministère s'y est vraiment mis sérieusement. Avant, la règle était simple : si tu veux vivre de ton art, casses-toi à l'étranger. Car les conditions de création et l'environnement artistique y étaient - et souvent sont toujours - beaucoup mieux. Ce manque de vision peut et doit pourtant étonner : les artistes luxembourgeois que nous avons fêté comme des héros nationaux pour avoir su conquérir les critiques, musées ou galeries à l'étranger, exprimaient tout de

même assez souvent un dédain ironique pour leur patrie, comme pour un oncle lointain un peu bête et attardé. Ce qui conduisait souvent à des relations ambiguës avec la patrie : d'un côté, on était content de devenir prophète dans son pays, de l'autre restait la blessure de celui qui doit quitter son nid pour devenir ce qu'il est, ou ce à quoi il aspirait. Pour Modert, la « nouvelle » politique fait tout son sens quand elle évoque la possibilité d'attirer au Luxembourg les « Creative Industries ». Même si elle met l'accent sur le « Creative », on aura bien compris qu'il s'agit aussi d'attirer des investisseurs au pays, comme c'est déjà le cas avec l'industrie du film et la myriade de coproductions « made in Luxembourg ».

Pour pallier à cette situation, le ministère a donc mis en place un paquet de mesures sensées retenir la masse critique d'artistes du coin au Luxembourg. Celles-ci vont dans deux sens : primo, la création du statut d'artiste professionnel indépendant ou celui d'intermittent du spectacle, pour les gens qui travaillent sur le côté technique de la créativité. Mais aussi la possibilité de recevoir des bourses, subsides ou même des conventions qui procurent une plus grande sécurité financière aux artistes. Pourtant, comme l'a formulé Bob Krieps, premier conseiller de gouvernement et homme fort du ministère de la culture : « Ce n'est pas une paie de fonctionnaire que nous offrons aux artistes, mais nous leur procurons une sécurité sociale. L'assurance que, si les choses ne se passent pas aussi bien qu'escomptées, ils peuvent toujours rebondir et ne tombent pas dans la misère ». Car, assez souvent, le sort d'une famille avec

La vie
d'artiste sera
donc un
peu moins
cryptique au
Luxembourg...



enfants est liée au destin d'artistes. Même si nous sommes assez éloignés du modèle soviétique d'artiste d'Etat.

Subsidiarité et mobilité.

Le deuxième volet de ces mesures, et peut-être encore plus inconnu, est celui qui concerne la mobilité des artistes. « C'est aussi une chose assez extraordinaire, vu la situation exceptionnelle du pays », a expliqué la ministre, « Nous devons aussi encourager et sécuriser les artistes qui voudraient travailler à l'étranger pour mieux garder un lien avec eux ». La même chose vaut aussi dans le sens inverse, pour les artistes étrangers qui voudraient s'installer au Luxembourg, même si ces cas ne sont vraiment pas légion. Le problème dans cette mesure, c'est qu'elle ne s'étend pas au-delà de nos pays voisins, la Belgique, la France et l'Allemagne. Ce qui ouvre et ferme pas mal de portes en même temps. Mais le ministère s'est aussi occupé de la réalité virtuelle en proposant notamment un « guichet unique » virtuel, qu'on peut consulter sur son site web.

Pourtant, les choses ne sont pas si mal que ça, du moins selon Christian Kmiolek, qui est le président de la commission consultative du ministère. Cette commission, qui est composée de façon paritaire entre représentants des différentes fédérations artistiques et de fonctionnaires issus de différents ministères. « Le ministère de la culture s'est avéré être une structure capable d'apprendre », s'est-il étonné. « Nous l'informons régulièrement des doléances issues du monde artistique et il est à notre écoute. Entre-temps, nous pouvons presque parler d'un système auto-

régulé. Ce qui n'était pourtant pas le cas avant 2004, où la plupart des fonctionnaires présents dans la commission nous voyaient plutôt d'un oeil hostile ». Pour lui, la politique menée ces dernières années et qui se reflète dans le guide édité par le ministère, est basée sur trois volets : trouver l'équilibre entre subventions étatiques et libertés artistiques individuelles, assurer une meilleure professionnalisation aux intermittents du spectacle et finalement affiner le système des bourses pour professionnels et non-professionnels. D'ailleurs, pour l'anecdote : l'inclusion des non-professionnels dans le système était une exigence du Conseil d'Etat...

« Le ministère est une structure capable d'apprendre »

Quant au « guide pratique » lui-même, on peut dire qu'il ne servira qu'aux néophytes dans le business artistique et qu'il n'apprend pas grand chose à celles et ceux qui se débattent depuis des années, voire des décennies, dans le système grand-ducal. Subdivisé en cinq parties qui englobent les statuts, les contrats et la fiscalité, la protection des droits d'auteurs, les aides et subventions et la mobilité des artistes, il réunit pour une fois dans un vade mecum tout ce qu'on doit savoir si on veut vivre de son art au Luxembourg ou si on veut y exercer une activité artistique à côté.

S'il inclut quelques éléments qui sont hors des compétences directes du ministère, comme par exemple, dans le chapitre dédié aux droits d'auteurs, la possibilité de donner ses droits sous des licences « Creative Commons » (pourtant sans qu'on

mette trop l'accent sur les risques de telles pratiques, comme le fait de travailler gratuitement), c'est aussi dans ses omissions qu'il est intéressant. Ainsi, dans la partie qui évoque les différents types de subventions et de bourses que peuvent obtenir les artistes, on constate une absence : celle des conventions. Pourtant, ces aides régulières qui sont renouvelées annuellement - tout comme le sont les cultes d'ailleurs - ne sont pas rares et donnent surtout à ceux qui en profitent une sécurité de planification - en même temps qu'ils les mettent aussi dans une certaine dépendance, il faut l'admettre. Interrogé sur cette omission, la ministre et son premier conseiller ont répondu de façon plutôt évasive que les conventions ne seraient de toute façon que données à des organismes qui seraient sur le terrain depuis des années, voire des décennies et que cela n'intéresserait pas les artistes qui veulent se faire subventionner un projet précis. Selon Bob Krieps, il n'y aurait simplement pas de différence entre une subvention et une convention. Sauf que pour les subventions, l'insécurité de planification est toujours plus grande. On est alors en droit de se demander

si l'absence des conventions dans le guide pratique n'est pas sensé préparer la scène culturelle au fait qu'à l'avenir, le ministère n'en fera plus. C'est à voir. Mais aussi obscur que cette absence, demeure un autre fait regrettable : l'absence totale de transparence sur le mode de prise de décision concernant la distribution des aides. Ici, le lecteur est invariablement renvoyé à la sempiternelle « décision ministérielle ». Un peu plus d'ouverture sur ce processus n'aurait certainement pas fait de mal. Mais l'espoir n'est pas perdu, vu qu'apparemment le ministre peut toujours apprendre. En tout cas, ces deux points devraient figurer sur toute bonne et pertinente liste de doléances à lui envoyer.

Le « guide pratique » peut être retiré à partir de la semaine prochaine à la nouvelle adresse du ministère de la culture dans la maison Terres Rouges, ainsi que dans beaucoup d'autres institutions culturelles du pays. Il peut également être consulté sur le site du ministère <http://www.mcesr.public.lu>, où il est aussi régulièrement mis à jour.